



SOCIÉTÉS EUROPÉENNES EN DEVENIR

10 janvier 2007

L'individualisme et le milieu urbain

Alain Bourdin

Pierre Veltz

Avant de commencer la présentation de cette session, je dois excuser François Ascher, qui a préparé ce séminaire avec nous mais qui connaît de graves problèmes de santé. Il a donc demandé à ABde le remplacer pour la première intervention.

Le programme de cette première session vous surprendra peut-être parce que nous parlerons très peu d'aménagement du territoire. Au cours de ces deux jours, nous vous présenterons différentes facettes de l'évolution de la société moderne. Le mot que vous entendrez le plus souvent est celui d'« individu ». Nous sommes dans une société où l'individu tient une place croissante dans toutes les sphères de l'activité. Les intervenants utiliseront les notions d'individu et d'individualisation de façon moins péjorative que ce qu'on entend dans le langage commun, où elles sont associées à l'égoïsme. Or l'individualisation ne signifie pas nécessairement la disparition du lien social, c'est simplement un changement qui est au cœur de nos sociétés. Je vais passer la parole à Alain Bourdin, directeur de l'Institut français d'urbanisme, pour la première intervention.

AB: Je vais vous parler d'évolutions qui relèvent de la culture, des modes de vie et, plus généralement, de la civilisation. Contrairement à ce qu'affirme Alain Finkielkraut, le terme de civilisation n'est pas seulement lié à la philosophie des Lumières et il ne se met pas seulement au singulier. Le terme de civilisation a été élaboré par les sciences sociales pendant tout le XX^{ème} siècle, en particulier par les sciences sociales françaises et allemandes par opposition aux sciences sociales à l'américaine, qui préféraient parler de culture. Ce terme est donc un outil d'analyse. Il existe des études très intéressantes des médias sur l'impact des grands feuilletons américains dans les différents pays du monde. Elles montrent qu'un feuilleton comme Dallas fait l'objet de réinterprétations très intéressantes selon les pays dans lesquels il passe et que le personnage de JR n'est pas interprété de la même façon selon les contextes culturels. Le terme de civilisation sert à dire à peu près le contraire : il désigne ce qui, à travers des comportements différents, des modes de vie et des systèmes de valeurs différents, constitue un ensemble de grandes constantes. L'avantage du terme de civilisation est qu'on n'est pas obligé de lui donner des frontières précises en indiquant qu'il s'agit de l'addition de telle et telle culture ou de telle et telle société. Il n'a pas la prétention de parler de tout. Il désigne plutôt de grands phénomènes tendanciels internationaux dans le domaine de la culture et des modes de vie, avec des degrés de pénétration différents selon les sociétés. La civilisation dont je vais parler est omniprésente dans notre environnement, mais elle est moins présente dans d'autres environnements sociaux.

La notion de société est en grande difficulté. Pendant une grande partie du XX^{ème} siècle, on a raisonné sur la trilogie État–société–culture, qui ne posait alors pas de problème : il y avait une culture nationale, même si l'unité culturelle n'avait pas la même signification dans le contexte français, allemand ou italien. L'existence d'une société et d'un État correspondant à cette société avait un sens. On a raisonné sur l'idée d'une société dont on pouvait assez clairement définir les périmètres. Aujourd'hui, ce concept ne correspond plus à grand-chose et il y a de moins en moins de sociétés closes, avec des périmètres clairs, où l'État, la société et la culture vont ensemble. On est aujourd'hui dans des périmètres flous.

En outre, on constate l'affaiblissement des structures macro–sociales, des grandes institutions, de la stratification sociale. Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus de conflits sociaux, mais qu'ils se structurent autrement qu'à travers une stratification sociale très lisible. La notion de classe moyenne désigne quelque chose qui n'est pas structuré et pas très lisible. C'est peut-être un artefact dont on a besoin pour discuter de certaines situations, mais il faut faire attention au flou de cette notion. À l'inverse, on voit se développer des microstructures, des structures précaires, des configurations fragiles qui se raccrochent en même temps à de grands mouvements macro à l'échelle mondiale. Par exemple, tout ce qui se passe autour des forums internet correspond à ce type de structuration sociale. En outre, on est confronté à l'importance nouvelle de phénomènes sociaux auto-référents, comme des espèces de bulle sociale avec des idées, des représentations, des objectifs, fortement détachées de toute référence au contexte social tout en ayant accès à des dimensions de communication généralisée. C'est le cas du fonctionnement actuel des bandes d'adolescents.

Dans ce contexte, l'individualisation progresse. Individualisation et non individualisme parce on parle d'un processus, indépendamment des questions de valeurs. Marcel Gauchet a très bien analysé les phénomènes d'individualisation. On est passé d'un contexte où le social faisait l'individuel à un contexte où le social procède de l'individu. L'individu devient la mesure de toute chose. Le lien social est considéré comme un contexte plutôt que comme une nécessité, ce qui correspond à des systèmes de relations sociales dans lesquels l'électivité est centrale, avec des types de comportements bien décrits par François de Singly dans son ouvrage *Libres ensemble*. Il est devenu de plus en plus difficile d'appliquer un programme. Par exemple, le film de John Ford *Quelle était verte, ma vallée*, (et le livre dont le film est tiré) montre des mineurs gallois dont le programme de vie est fixé entre la famille, la mine et la religion. Dans ce contexte, le problème de l'affirmation individuelle est de savoir comment trouver sa spécificité tout en appliquant ce programme. Aujourd'hui, on est de plus en plus souvent dans des contextes où il n'y a plus de programme à appliquer, où chacun doit produire sa propre vie et son action. Cela ne signifie pas pour autant que les contraintes aient disparu et construire sa vie plutôt qu'appliquer un programme est générateur d'autant de frustrations et d'inquiétudes, ce que le sociologue Alain Ehrenberg appelle « la fatigue d'être soi ». C'est générateur d'intenses satisfactions quand tout va bien et d'intenses inquiétudes quand on ne sait pas comment construire sa vie.

Dans ce système d'individualisation, le rapport au monde est inscrit dans le modèle de consommation dominant et il est caractérisé par un certain nombre d'éléments forts. Premier élément : l'idée de flux. Le monde dans lequel nous vivons est une offre sans cesse en mouvement. On peut avancer, bien sûr, que ce renouvellement est largement illusoire, mais quand on fait parler les gens sur la manière dont ils voient le monde autour d'eux, l'idée de flux permanent est dominante. Les chaînes d'information sont typiques à la fois de la permanence du flux et de son recyclage.

Autre élément fort : l'idée de mobilité généralisée. Au-delà du problème des déplacements, la mobilité devient une véritable catégorie anthropologique, absolument essentielle dans le monde actuel. Nous vivons dans des contextes où la mobilité est un mode de rapport au monde, où la différence entre les déplacements physiques et les déplacements virtuels est de moins en moins facile à saisir. Une de mes étudiantes a récemment fait un exposé sur les comportements qu'elle

avait observés sur la ligne de RER A. Elle a décrit une palette de procédures d'évitement appliquées par l'ensemble des passagers. Par ailleurs, on vit dans un système de différence généralisée, dont l'un des exemples les plus fréquents est celui des recruteurs qui veulent connaître le projet professionnel de chaque candidat à un poste. Chaque candidat doit répondre en affichant sa différence.

Liée à la différence généralisée, l'omniprésence des structures de choix dont on dispose. La vie d'un paysan français du XVIII^{ème} siècle était tracée, avec un programme à appliquer, et, de temps en temps, des choix à faire. Ces choix étaient rares, mais souvent vitaux. Aujourd'hui, nous avons énormément de choix, mais beaucoup sont sans importance. Parallèlement, on observe l'importance du faire et la montée en puissance des pratiques amateurs, par exemple en matière culturelle.

Nous sommes également de plus en plus confrontés au problème du sens. Nous vivons dans des sociétés où le relativisme a pris une grande importance. Il y a de moins en moins de grandes valeurs surplombantes, un sens donné qui éclaire la signification du monde. On est de plus en plus dans un contexte où tout se vaut, ce qui conduit paradoxalement à la radicalisation de l'action religieuse. Dans un monde où le sens ne va pas de soi, la seule manière de défendre un système auquel on croit est de le faire de manière radicale. On est dans un contexte de demande de sens, mais le sens est devenu une marchandise périssable. On le voit dans le domaine de la politique, mais aussi dans le domaine religieux, où on doit en permanence réassurer le sens religieux. En outre, la manière de faire du sens aujourd'hui passe par un rapport de plus en plus esthétique au monde. C'est un sujet très délicat, lancé il y a quelques décennies par Marshall McLuhan. La partie dominante des civilisations mondiales a longtemps vécu sur le domaine de l'écrit, qui renvoie à toute une organisation de la perception autour d'un certain usage de la vue. Il semble que l'on soit dans une transformation radicale de notre système perceptif dans notre rapport au monde.

Cette question de la perception renvoie également au rôle de la rationalité. J'ai dit que nous sommes dans un univers de la différence généralisée, du choix, de la construction de la vie de chacun. Cela signifie que nous sommes dans un contexte qui implique des postures rationnelles. Les individus s'efforcent d'obtenir une satisfaction optimale en fonction des informations dont ils disposent et de la théorie dont ils disposent pour analyser leur situation. Nous calculons et nous optimisons tous, mais nous le faisons à partir de cadres de référence, de schémas d'analyses qui sont complètement différents. Paradoxalement, plus il y a de rationalité et moins les rationalités se ressemblent. L'idée que le développement de la rationalité signifie que chacun pense pareil est une erreur. S'ajoutent à cela deux éléments. Le premier est que dans notre rapport au monde, la référence au risque est devenue une catégorie majeure. Ce n'est pas seulement le risque tel qu'il est défini dans l'économie ou par les cadres juridiques, c'est le risque comme catégorie de pensée. Dans un système où tout le monde calcule, la catégorie risque est un instrument de pensée majeure. Une des grandes évolutions récentes est que cette catégorie renvoie à ce qui vient de l'intérieur des sociétés, et non à des dangers qui viennent de l'extérieur et qu'on ne peut pas maîtriser. L'idée de risque renvoie à ce qu'on peut maîtriser. Dans sa construction contemporaine, elle a été très fortement marquée, d'une part, par la seconde guerre mondiale et la Shoah, et, d'autre part, par les grandes catastrophes technologiques comme Seveso et Tchernobyl. La construction sociale de l'idée de risque a, entre autres, marqué la notion de développement durable. Ce noyau culturel est diversement partagé, mais il contribue à la perception actuelle du monde.

Par ailleurs, nos sociétés sont réflexives, elles réfléchissent sur elles-mêmes en même temps qu'elles agissent. Cela renvoie à la capacité de produire de l'information sur l'action en train de se faire et sur les problèmes que cela soulève — cf. les comités d'experts confrontés aux demandes gouvernementales et à celles de l'opinion publique. On a besoin de réponses de plus en plus rapides, on mobilise plus d'expertise, mais cette multiplication des experts rend plus difficile la fabrication de réponses, d'autant que les experts sont soumis à une pression sociale forte. Une des conséquences

parmi les plus redoutables est la déception. Gérer les sociétés contemporaines implique de savoir comment gérer la déception, inévitable quand les attentes augmentent.

Une autre conséquence est qu'on fabrique des contextes d'action incertains. Les échelles et les enjeux se télescopent, les acteurs changent tout le temps. Il ne s'agit pas de dysfonctionnement mais d'une situation structurelle.

Les incertitudes permanentes sur la manière de gérer une agglomération sont intrinsèques. Il n'y aura jamais de solution définitive parce qu'on est nécessairement dans des contextes d'action incertains. Les cadres structurants, en particulier les cadres temporels, ont explosé. En outre, l'usage des technologies de l'information et de la communication change les comportements et fabrique des réseaux sociaux très flexibles. De ce fait, dans l'univers urbain, le problème est de maîtriser le contexte, ce qui est indispensable dans la gestion des villes, en particulier des grandes villes. Il faut faciliter la compréhension des contextes et développer les compétences permettant cette compréhension. Les travaux de l'Institut pour la ville en mouvement sur la mobilité des plus pauvres font apparaître un problème de compétence très important.

Le cadre urbain est caractérisé par la fragilité des références communes. Prenons la question du cosmopolitisme dans les métropoles. Il ne s'agit pas de mettre côte à côte des cultures différentes, mais de faire fonctionner des ensembles où il y ait un minimum de références communes.

Dans le contexte que j'ai décrit, comment maîtriser au quotidien le monde dans lequel on vit. Cela se joue, notamment, au niveau de l'organisation des services. Comment donne-t-on aux habitants d'une ville la possibilité de maîtriser leur quotidien ? C'est ainsi qu'il faut aussi traiter la question de la proximité. Les gens préfèrent les liens faibles, avec par exemple, un repas d'immeuble une fois par an et le moins de dépendance possible vis-à-vis de ses voisins. La proximité doit donc simplement être le lieu de facilitation de la vie quotidienne, tout ce qui permet d'accéder facilement à des biens, des services et à des relations basiques : par exemple des services à proximité des lieux de mobilité (des services dans les gares).

La demande de sécurité est également une demande de maîtrise du quotidien. Je pense que l'on doit regarder avec prudence les enclaves et les communautés fermées. L'enclave peut être une catastrophe quand elle entraîne la coupure du lien social, mais elle peut aussi être un dispositif de construction de sécurité et de maîtrise. Il faudrait y réfléchir en prenant au sérieux ces deux volets : la demande de maîtrise du quotidien et la nécessité de maintenir une société soudée avec des références communes à toutes ses composantes.

Dans cette intervention, je suis parti des grandes tendances de la civilisation contemporaine pour en venir aux problèmes du quotidien. La question de l'individualisation comme problème macro conduit à celle de la maîtrise de l'environnement quotidien de chacun, qui renvoie à celle de l'action publique.

Discussion

Serge Durand : À combien estimez-vous le nombre de civilisations dans le monde aujourd'hui ?

AB : Votre question renvoie au problème de l'outil en sciences sociales. Un outil nous permet de nous poser des questions et d'en éviter d'autres, parce qu'on ne peut pas se poser toutes les questions à la fois. L'idée de civilisation me permet de parler de grandes tendances tout en ne posant pas vraiment la question du périmètre. Mon utilisation du terme de civilisation réfère plus à la pensée de Georg Simmel et aux penseurs allemands qu'aux théoriciens français, qui ont essayé de répondre à votre question. Dans *Les quatre soleils*, Jacques Soustelle présente quatre civilisations.

Pierre Veltz : Fernand Braudel aussi.

AB : Ce qui m'intéresse dans l'idée de civilisation, c'est simplement l'outil permettant d'identifier les grandes tendances qui dépassent telle ou telle société particulière. J'aurais pu utiliser le terme de mondialisation, mais l'idée de civilisation rend mieux compte du fait qu'il peut y avoir une civilisation dominante, qui a plus d'impact et de pénétration que les autres, sans pour autant qu'elle soit la seule.

Gérard Lantier : Comment en arrive-t-on là ? Quels sont les facteurs qui font évoluer une civilisation ?

AB : Des théories existent anthropologiques essaient de répondre à votre question en tenant un discours sur l'homme et ses caractéristiques. Les paléontologues estiment que, contrairement à d'autres espèces, l'homme apparaît en groupe. À partir de cette hypothèse, la théorie anthropologique dit que l'histoire de l'humanité est celle de la différenciation par rapport au groupe, de l'émergence de l'individu au cours des millénaires. Au fil des civilisations et des cultures, il y aurait une tendance longue à l'émergence de l'individu. L'inconvénient de cette théorie est qu'elle est très générale. L'avantage est qu'elle n'est pas fautive et qu'elle permet de poser des questions intéressantes. D'autres théories sont plus précises, notamment celles liées à l'économie. Dans l'histoire intellectuelle récente, on retrouve le débat autour de l'éthique protestante, de l'émergence du capitalisme et de la division du travail. L'histoire de l'humanité serait caractérisée par une évolution tendancielle vers toujours plus de division du travail. La question de l'interaction entre l'économie et les systèmes religieux conduit aussi à un bloc de réflexions intéressant pour répondre à votre question.

Philippe Mauguin: Dans la présentation que vous faites des évolutions lourdes de nos sociétés, on a l'impression qu'en termes de politiques publiques, votre conseil serait de fournir un cadre favorable à l'épanouissement de l'individualisation. À côté de ces tendances lourdes, qui produisent à la fois des marges de liberté et du stress, n'y a-t-il pas l'attente d'un cadre permettant de construire de nouvelles références collectives, par exemple en termes de développement durable ?

AB : On observe incontestablement des demandes de sens collectif et de références communes. Mais ces demandes sont fondamentalement liées à l'individualisation. On est dans un système culturel où s'expriment à la fois le besoin d'individualisation et toujours plus de besoin de collectif. L'individualisation ne veut pas forcément dire plus d'autisme et d'absence de relations sociales. L'individualisation ne signifie pas l'absence d'attentes de collectif. Mais on ne peut y répondre qu'en comprenant bien quelle est la nature de cette demande et en ne l'indexant pas à des phénomènes antérieurs. La demande de collectif aujourd'hui n'est pas la demande de collectif d'il y a 50 ans. Aujourd'hui, un des enjeux importants est la façon dont on va produire du collectif pour les décennies à venir. Je l'ai rapidement évoqué en parlant du cosmopolitisme dans les métropoles. La demande de maîtrise de son environnement et de sa vie est très importante à cet égard. C'est un levier dont il faudrait se servir. Enfin, l'idée de développement durable, très liée dans sa construction à la montée des grandes représentations du risque, est un des lieux où on peut agir. Mais cette idée est aujourd'hui un peu recouverte par la question du changement climatique.

Pierre Veltz : Ne crois-tu pas que les politiques publiques et les partis politiques ont une vision un peu nostalgique et décalée de ce qu'est le collectif ? Je pense notamment à la question de la mixité sociale. Aujourd'hui, les gens veulent choisir leurs liens sociaux et les voisins ne sont pas forcément les amis. On choisit ses amis, on choisit dans une mesure limitée ses collègues de travail. Un des problèmes des lieux de travail est qu'on est tellement habitué à choisir qu'on supporte mal de travailler avec des gens qu'on n'a pas choisis. Le besoin de proximité n'est pas un besoin de fusion et de retour à une communauté idéalisée.

Philippe Tourtelier : Quelle place donnez-vous aux valeurs collectives dans cette recherche de sens collectif, par exemple aux valeurs républicaines ?

Alain Neveu : Alors qu'auparavant, les collectivités publiques et l'État avaient un monopole de l'intérêt public, de nombreux acteurs privés, par exemple associatifs, prétendent aussi défendre des intérêts collectifs. Il y a une multiplicité d'intérêts publics ou collectifs portés par des acteurs aux statuts extrêmement variés.

José Caire : La question du réchauffement climatique ne fait-elle pas apparaître un enjeu collectif qui va s'imposer à tous, qu'on le veuille ou non ? Comment pourra-t-on organiser les comportements individuels pour y faire face ?

Pierre-Alain Roche : J'aimerais revenir sur la multiplicité des civilisations. Si nous étions à Shanghai et qu'un de vos collègues chinois faisait le même type d'intervention, quelles grandes tendances lourdes mettrait-il en évidence ?

AB: Je ne sais pas ce que diraient mes collègues chinois. D'après ce que je sais, leur problème actuel est la reconstruction des sciences sociales chinoises et de leur réflexivité sur la société chinoise. Ils doivent constituer une information de base, indépendante, sur la société. En revanche, ce que je trouve fascinant, c'est ce que nous voyons de la jeunesse chinoise. Si je voulais montrer des exemples concrets des tendances que j'ai décrites, je me tournerais vers mes doctorants chinois. Ce que je vous ai décrit pénètre toutes les classes moyennes du monde, c'est d'une certaine façon la civilisation des classes moyennes mondiales.

En ce qui concerne les valeurs collectives, je ne suis pas sûr d'être capable de formuler une réponse claire. Vous connaissez les travaux du type de ceux d'Alain Touraine sur la fin des grands récits. Nous n'avons plus de grands systèmes de valeurs transcendants, auxquels on peut faire référence sans avoir à les reconstruire sans arrêt. Le système de valeurs républicaines fonctionne de moins en moins comme un cadre auquel on peut se référer sans avoir à le justifier. On est de plus en plus contraint à la justification et à l'argumentation. Il n'y a plus de système mobilisable automatiquement, il n'y a plus que des valeurs sur lesquelles on doit argumenter pour pouvoir mobiliser, ce qui fait que le front de la persuasion en termes de valeurs est devenu extrêmement important. Le problème d'aujourd'hui est le rapport entre ce front de la persuasion et le système médiatique. Une des grandes difficultés actuelles dans les pays occidentaux est que la mobilisation autour de systèmes de valeurs est considérablement perturbée par le fonctionnement médiatique. Les politistes qui parlent de dépolitisation ont tort, notamment quand ils parlent de dépolitisation dans les collectivités territoriales. Mais les modes de politisation changent et il y a un front très politique de fabrication de valeurs communes.

En ce qui concerne le réchauffement climatique, je fais une analyse un peu latourienne de la situation. Il est dommage que les réflexions de Claude Allègre soient faites par Claude Allègre, qui manque de nuance, car il pose des questions intéressantes. La science n'avance pas sans débat et le fait qu'une certaine conception scientifique soit absolument dominante pose problème. Sans vouloir « faire du Claude Allègre », il faudrait que les débats entre géologues et climatologues puissent continuer à exister. Personne ne conteste que le problème du réchauffement soit très important, mais il faut que la réflexion puisse continuer. En tant que chercheur en sciences humaines, je suis effaré par les inepties sociologiques véhiculées par les discussions autour de la lutte contre le réchauffement climatique. Récemment, un de mes doctorants affirmait que les modes de vie se planifient. À partir de l'urgence et de la nécessité d'obtenir des résultats, on voit une résurgence de l'idée qu'on pourrait gouverner la société par décrets. Dans le contexte de nos sociétés, dont les degrés de gouvernabilité sont assez faibles, c'est de la folie.

Pierre Veltz : En même temps, la société répond assez bien à un certain nombre de leviers, comme les incitations économiques.

AB: Tout ce qui est de l'ordre de la régulation, de l'action sur le cadre du jeu, a des chances de fonctionner. Tout ce qui relève de l'assignation de comportements ne marchera pas. Un des leviers dans nos sociétés est l'action sur les règles du jeu, mais pas directement sur les comportements. La protection contre les effets nocifs du tabac a une acceptabilité sociale assez forte, mais, si on peut interdire de fumer dans les lieux publics, on ne peut pas complètement interdire de fumer et les terrasses de cafés sont remplies de fumeurs. La lutte contre le réchauffement climatique a aussi une acceptation sociale assez forte, mais les comportements se font et se défont en permanence. On ne peut qu'agir sur les règles du jeu, les acteurs se réinscrivant ensuite dans les nouvelles règles. En ce qui concerne le réchauffement, je pense qu'on est plus dans un processus d'acceptation que de constitution de références communes. Celles-ci se constitueront dans les années qui viennent autour de l'approfondissement et de l'ajustement de l'idée de développement durable. Nous sommes dans un processus où l'action publique est reçue comme acceptable en raison du sentiment de danger lié au réchauffement.

En ce qui concerne la mixité sociale, on a souvent des représentations fausses du lien social. Dans le monde qui nous entoure, il y a deux mythes auxquels il faut faire attention : le mythe du village et ce qu'Eric Morin appelle la concurrence généralisée pour les meilleurs destins, concurrence qui s'engagerait dès l'enfance. Ces deux choses sont fausses. La théorie de la rationalité limitée montre que « la concurrence généralisée pour les meilleurs destins » est en réalité une concurrence généralisée pour un destin satisfaisant, ce qui n'est pas la même chose. Il en est de même pour l'école. On affirme souvent que chacun recherche la meilleure école possible pour ses enfants. C'est peut-être vrai pour certaines catégories de hauts fonctionnaires, mais, dans les comportements de la classe moyenne, les gens cherchent simplement une bonne école. La rationalité limitée fait qu'on recherche la première bonne solution et pas nécessairement la meilleure. Il faut se méfier de cette représentation très parisienne des comportements concernant le choix des écoles. L'idée qu'il y aurait une tendance ségrégative radicale liée à la recherche de la meilleure solution, du meilleur emplacement dans la lutte pour les meilleurs voisinages, n'est pas vraiment ce qu'on constate. Il y a indéniablement une recherche du bon voisinage, ce qui peut produire des phénomènes ségrégatifs. La représentation d'une guerre généralisée pour le sommet est assez fautive, mais la seule recherche d'une bonne situation peut produire des effets ségrégatifs.

Il faut également sortir de l'idée du village, qui est assez pertinente pour comprendre nos situations sociales. Nous ne vivons pas en village, mais en réseaux dans presque tous les groupes sociaux. On ne vit en village que quand on fabrique des enclaves défensives. La recherche du village dans nos sociétés est très relative. Je trouve dommage qu'on ait tellement utilisé le concept de mixité alors qu'il y avait d'autres concepts intéressants pour parler des politiques du logement, par exemple le concept de solidarité. Les phénomènes de mélange de population sont très complexes à analyser. À titre personnel, je pense que ce qui compte le plus n'est pas le voisin mais l'accès aux ressources urbaines, par exemple l'accès aux transports en commun, qui peuvent avoir un effet direct sur l'accès au marché de l'emploi.